



INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES et SOCIALES : TOUJOURS PLUS !

Plusieurs études récentes viennent de nous alerter sur l'augmentation des inégalités économiques partout dans le monde. Et aussi en France.

En 40 ans les patrimoines privés ont plus que doublé tandis que les patrimoines publics ont diminué de moitié ! En 2017 on a compté dans le monde un milliardaire nouveau tous les deux jours ! En France 32 milliardaires possèdent autant que les 40 % les plus pauvres.

Comment est-ce possible ? Est-ce le résultat de la mondialisation des échanges et de la production et d'une concurrence exacerbée ? Ou l'appétit toujours plus féroce d'une toute petite minorité qui s'accapare une part toujours plus grande de la richesse d'un pays ?

Ces inégalités économiques entraînent autant d'inégalités sociales, de mise à mal des services publics, de chômage des jeunes... Et aussi d'inégalités scolaires, culturelles, territoriales, environnementales, entre femmes et hommes...

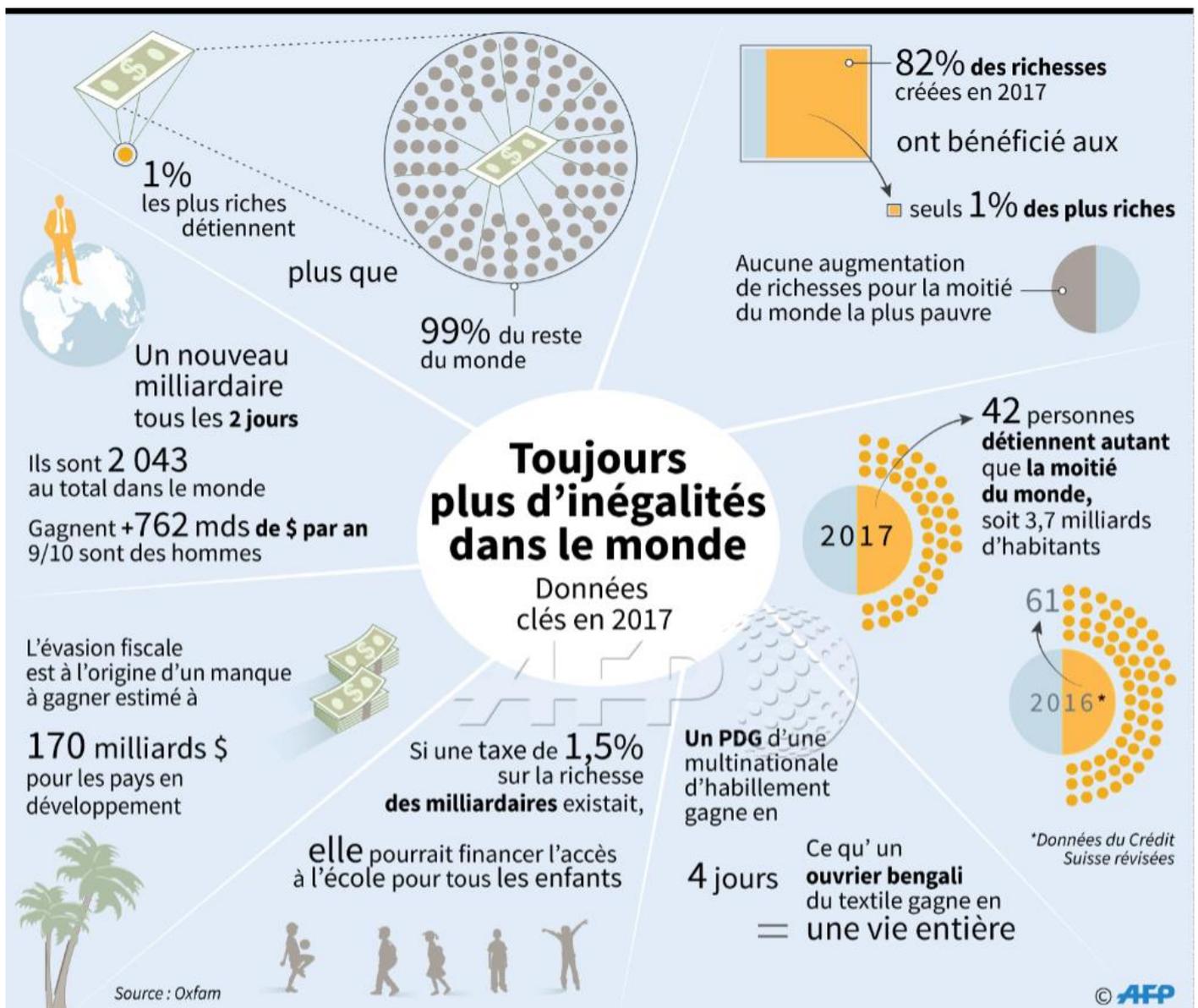
Certains en rendent responsables les politiques qui seraient incapables de remédier à ces situations parfois désastreuses. Ils se réfugient alors dans l'abstention et peuvent être sensibles aux discours populistes.

Alors, que faire ? A la LDH nous plaidons pour plus d'égalité, plus de droits sociaux. Nous pensons que c'est possible et sommes à l'écoute des propositions économiques faites en ce sens.

Voilà tout ce que ce numéro des Echos vous propose d'analyser.

LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Dans le monde, la fracture entre les plus riches et le reste de la population ne cesse de se creuser : en 2017, 82 % des richesses créées ont bénéficié aux 1 % les plus riches. Les milliardaires ont accru leur richesse de 762 milliards de dollars. Pour donner une idée de ce que représente cette somme : c'est plus de 7 fois ce qui est estimé nécessaire pour sortir de l'extrême-pauvreté les 800 millions de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour ! **Les milliardaires ? C'est 2043 personnes dans le monde, dont 9 sur 10 sont des hommes.** Le plus riche du monde est Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon : il dispose d'une fortune estimée à 100 milliards de dollars ! Sources : Oxfam, OFCE, Forbes, Crédit Suisse...



L'association Oxfam illustre comment une élite capte une part grandissante des richesses nationales : « Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes parmi les plus riches du monde transmettront plus de 2400

milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB* (produit intérieur brut = valeur totale de la production de richesse dans une année) de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants » ! Source : rapport Oxfam « Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent » 2017.

Autre constat : depuis 2010 le patrimoine des milliardaires a augmenté en moyenne chaque année de 13 %, 6 fois plus vite que la rémunération du travail : **en termes de revenus la part des salaires ne cesse de diminuer** dans les pays de l'OCDE (d'après le FMI) **alors que la part de la rémunération du capital augmente**. D'où les problèmes de pauvreté, de chômage, d'exclusion (que nous illustrerons plus bas). **Ce système économique exclut et marginalise**.

Selon l'historien Emmanuel Todd c'est depuis le début des années 80 que « les mesures de dérégulation du marché du travail et de « libération » du capital ont créé les conditions de la hausse des hauts revenus et la stagnation des bas revenus » (Le Monde 1^{er} septembre 2017). Thomas Piketty et Lucas Chancel, économistes à l'École d'économétrie de Paris confirment : « depuis le début des années 80 1% le plus aisé a capté 27 % de la croissance des revenus, soit deux fois plus que les 50 % les plus pauvres... ; on atteint dans certains pays des niveaux extrêmes d'inégalités » (Le Monde 15 décembre 2017).

En France, les inégalités ne sont pas moins importantes. En 2017, les 10 % les plus riches détenaient plus de la moitié des richesses, les 50 % les plus pauvres se partageant à peine 5 %. Et au sommet de la pyramide : **32 milliardaires possèdent autant que les 40 % les plus pauvres...**

D'après le magazine Challenges les 500 fortunes de France ont augmenté **quatre fois plus vite** depuis 1996 que le PIB... Bref, toutes les données attestent de la prospérité des ultra riches. La part des salaires dans la valeur ajoutée

(c'est-à-dire la richesse créée) s'est fortement réduite depuis le début des années 80 : elle est aujourd'hui inférieure de 10 points à celle de 1981. Et de 1983 à 2006 la part des dividendes est passée de 3,2 à 8,5%, soit en gros de 120 à 170 milliards € qui ont ripé du travail vers le capital ! (Source : IRES). De 2009 à 2014 les dividendes ont encore augmenté de 58 % alors que le salaire médian a stagné autour de 1 700€.

Et les inégalités concernent aussi les salariés : entre 1996 et 2006 les 13 000 salariés les mieux payés (soit 0,1% des salariés) ont

vu leur salaire brut progresser de 19 374 à 24 000 € par mois tandis que pour la plupart des 60 % des salariés les moins bien payés la gain n'a pas dépassé 130 €.

Ils investissent dans les médias !

Bernard Arnault (1^{re} fortune de France et patron des Échos et du Parisien), Serge Dassault (5^e fortune, Le Figaro), François Pinault (7^e fortune, Le Point), Patrick Drahi (8^e fortune, Libération, L'Express, BFM-TV, RMC), Xavier Niel (10^e fortune, co-proprétaire du groupe Le Monde, dont L'Obs, Télérama, La Vie...), Vincent Bollore (12^e fortune, Canal +), ou encore la famille Bouygues (30^e fortune, propriétaire du groupe TF1)

Ainsi les inégalités de patrimoine (de richesses) et les inégalités de revenu se cumulent : les revenus les plus élevés peuvent mieux emprunter, placer leur argent, en obtenir un rendement qui viendra grossir leur patrimoine. Lequel leur rapporte des dividendes (ou des loyers, ou des intérêts) qui



accroissent leur revenu. Tandis que dans leur grande majorité les autres salariés n'ont la possibilité au mieux que d'une épargne de précaution ; le montant moyen des livrets A (que détiennent un très grand nombre de français) s'élevait en 2015 à 4000 €.



Et ce ne sont pas les mesures fiscales (dont la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune) décidées par E Macron qui vont changer la donne ; selon trois économistes de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) « l'impact de [ces] mesures nouvelles devrait être largement au bénéfice des 2 % des ménages qui détiennent le capital mobilier le plus important » (OFCE 15 janvier 2018 : Budget 2018 : pas d'austérité, mais des inégalités).

INÉGALITÉS ET LIBÉRALISME

Les inégalités se mesurent le plus souvent en écarts de revenus. La théorie libérale considère ces écarts comme inévitables et normaux : les individus ayant des aptitudes et des appétences différentes, ils ne rechercheraient pas tous (et ne trouveraient pas tous) l'enrichissement dans des proportions identiques, d'où les écarts observés. L'essentiel serait, dans ce « monde idéal », de conserver un marché fluide, permettant à chacun d'exprimer ses potentialités. Ainsi, la richesse, à défaut d'être équitablement répartie, le serait avec « justice », « au mérite ». Certains vont jusqu'à affirmer que par « ruissellement » *, cet enrichissement de quelques-uns bénéficierait à tous : les plus fortunés, par leurs investissements et leurs dépenses, faisant vivre l'ensemble de la société.

Ce point de vue, dominant dans notre société depuis les années 80, comporte pourtant de nombreux biais. En se concentrant sur l'aspect économique dans sa définition des inégalités, on perd de vue que les inégalités sont tout autant sociales et culturelles, et qu'avant même de posséder de l'argent, les enfants sont inégaux parce qu'ils sont issus de milieux sociaux différents et qu'ils n'ont pas tous accès à la culture et aux connaissances de façon identique. Cette différence originelle est fondamentale dans les aptitudes et appétences que chacun développera en tant qu'adulte. Si les inégalités économiques persistent, ce n'est pas tant parce que le marché n'est pas libre, c'est parce que nos passés différents ne **nous permettent pas d'être égaux dans nos capacités à développer notre potentiel**, dans notre insertion dans la société, et ce, dès le berceau.

Au-delà, nous bénéficions de richesses que nous n'avons rien fait pour mériter. Principalement, nous sommes inégaux concernant **la richesse dont nous font bénéficier nos ascendants**. Mais nous ne vivons pas isolés non plus : **nous bénéficions de richesses produites par d'autres**. Selon l'endroit où nous vivons, nous ne bénéficions pas des mêmes écoles, des mêmes hôpitaux, etc. Nous sommes dépendants du lieu géographique où nous vivons et de son développement pour créer des richesses parce que ce développement n'est pas assuré uniquement par l'individu mais aussi par le groupe social dans lequel il s'insère et les ressources auxquelles il a

accès. La somme des richesses individuelles serait bien moindre sans les richesses que nous produisons collectivement en tant que société.

C'est pourquoi une « juste » répartition de la richesse ne peut se faire que sur la base d'un **accès égalitaire** à l'éducation, à la santé, à la culture, aux connaissances scientifiques, etc. Cet accès égalitaire est financé par l'**impôt**. Mais en pratique, depuis quelques années, les politiques suivies par les gouvernements successifs remettent gravement en cause cet équilibre.

D'une part, la « **politique de l'offre** », qui consiste à considérer que les difficultés économiques proviennent des freins que rencontrent les acteurs économiques (en termes de réglementation et de fiscalité principalement), incite à accorder aux entreprises des allègements fiscaux globalement récupérés sur les ménages (dernièrement par hausse de la TVA). La situation restant mauvaise concernant le taux de chômage, ces mesures pèsent sur la classe moyenne et les plus défavorisés.

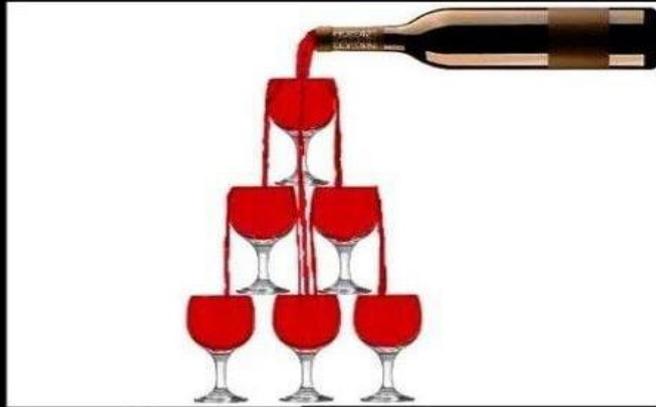
D'autre part, les **privatisations et les partenariats public-privé** ont affaibli le rôle « d'amortisseur » du service public. Lors des privatisations par exemple, on a pu constater des augmentations de tarifs pour les usagers (cf. Engie), ou un service parcellaire en faveur des zones les plus rentables (cf. déploiement de la fibre). Or, les augmentations tarifaires, les baisses de qualité ou la baisse de l'offre de service défavorisent ceux qui ont le plus besoin de ces services. D'autre part elles favorisent les entreprises privées et donc leurs actionnaires, qui sont déjà les plus fortunés.

Ces politiques, qui **sacrifient le secteur public**, sont donc particulièrement graves. En touchant les écoles, la santé, l'énergie, les transports, la sécurité, etc., elles empêchent les plus vulnérables de rattraper – même partiellement – les écarts de richesses qu'ils accusent face aux plus favorisés. Elles instaurent donc, et pour longtemps, **une véritable injustice dans la répartition des richesses**, et sont, potentiellement, porteuses de crises politiques à venir.

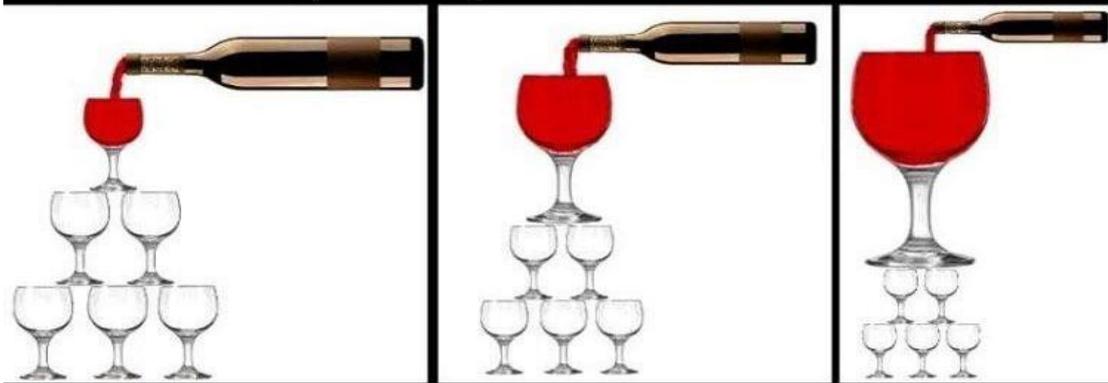
(*) la théorie du ruissellement n'en est d'ailleurs par une : défendue par aucun économiste, elle ne repose sur aucun fondement scientifique et la métaphore n'est utilisée que par la classe politique pour justifier les baisses d'impôts aux plus fortunés (aux États-Unis et en France notamment, où notre président bien que se défendant d'accorder du crédit à cette théorie, parle de manière tout à fait analogue de « premiers de cordée »).

Le ruissellement

Comment on nous l'explique



Ce qui se passe en réalité



LES INÉGALITÉS SOCIALES S'AGGRAVENT, LES DROITS SOCIAUX EN QUESTION...

Nous l'avons vu plus haut, les inégalités économiques sont importantes et elles s'accroissent. Elles ont une conséquence immédiate : les inégalités sociales s'aggravent aussi. En voici quelques indicateurs.

QUELQUES INDICATEURS DES INÉGALITÉS SOCIALES

(Sources : Ocd, Insee, Oxfam).

Chômage

Malgré une stabilisation récente, le nombre de chômeurs a considérablement augmenté sur la longue période : il est passé de 2,56

millions en 2003 à 3,45 millions en 2017 (catégorie A, sans activité aucune) Et ce sont les jeunes qui le subissent le plus : 22,6 % d'entre eux contre 9,5 % pour l'ensemble de la population.

Inégalités scolaires

Le taux de pauvreté des personnes sans diplôme est de 11 % quand il n'est que de 3,7 % pour ceux qui ont bac+2. Plus les revenus des parents sont élevés, plus la probabilité de réussir ses études est importante.

Accès à la santé

Le niveau de vie facilite la prévention et l'accès aux soins. Un adulte sur dix, parmi les plus pauvres, a renoncé à consulter un médecin pour des raisons financières (Insee, 2014).

Causes et conséquences s'entremêlent souvent : une mauvaise santé peut aussi entraîner un faible niveau de vie en pesant sur les études et sur l'emploi.

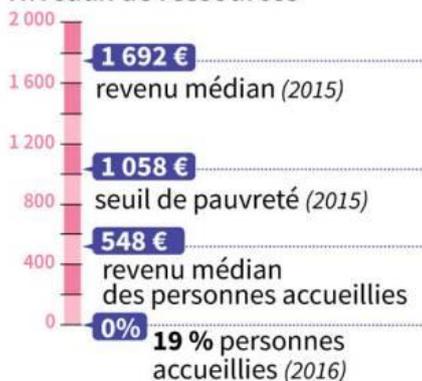
Espérance de vie

Treize ans d'espérance de vie en plus ou en moins, c'est ce qui sépare les 5% d'individus les plus riches des 5% les plus pauvres (Insee, 2018). L'espérance de vie augmente avec les revenus (à niveau de diplôme équivalent).

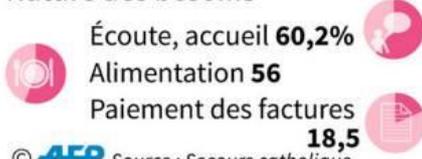
Pauvreté : une précarisation croissante des familles

Le Secours catholique a accueilli 1,5 million de personnes en 2016, dont 700 000 enfants

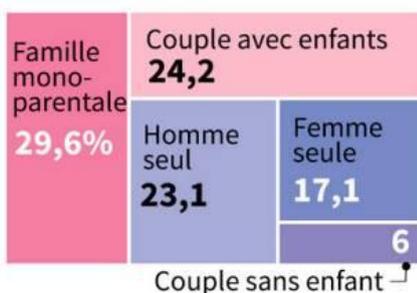
Niveaux de ressources



Nature des besoins



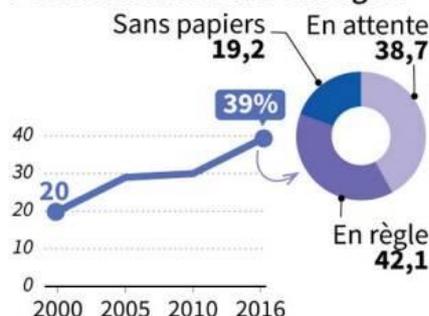
Types de ménages accueillis



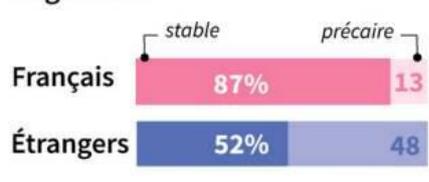
Nature des impayés



Part et situation des étrangers



Logement



Inégalités selon le sexe

Depuis 2000 l'écart salarial ne s'est pas réduit : les femmes gagnent 14 % de moins que les hommes (à emploi équivalent).

LA PAUVRETÉ EN FRANCE

À mesure que les inégalités augmentent, le nombre de personnes plongées dans la pauvreté explose. Ainsi, entre 2005 et 2015, le nombre de pauvres en France a augmenté d'un million de personnes*. La pauvreté touche principalement les familles monoparentales (1 pauvre sur 5), les étudiants, les retraités et les ruraux. Les revenus issus des prestations sociales sont prépondérants : ils constituent plus de 40 % des revenus des familles pauvres. Sans cette redistribution, la situation serait donc bien pire.

Être pauvre, au-delà du manque d'argent, c'est accéder plus difficilement – parfois pas du tout – au logement, à l'éducation, à la santé, aux transports, à la consommation**. C'est donc un facteur d'isolement, qui contribue à enfermer durablement dans la pauvreté.

Parmi les pauvres, ceux qui ne peuvent accéder au logement sont les plus exposés. En 2010, on estimait l'espérance de vie d'un SDF à 48 ans, au niveau de celle de la Sierra Leone, pays où l'espérance de vie est la plus basse au monde. C'est à Paris, où le logement est le plus cher, que la situation est la plus dure : en France, un SDF sur deux vit en Île-de-France.

() Et même davantage car être pauvre signifie percevoir moins de 60 % du revenu médian (pour d'autres organisations il faut retenir 50 %), celui-ci ayant baissé lors de la crise de 2008 sans rattraper son niveau de début de période.*

*(**) L'INSEE, parallèlement aux mesures de pauvreté économique, élabore toute une série de statistiques relatives à la « pauvreté en conditions de vie », qui ne touche d'ailleurs pas exactement les mêmes populations, même si c'est majoritairement le cas.*

LES SERVICES PUBLICS ET LES DROITS SOCIAUX TOUJOURS PLUS MENACÉS

Les quelques indicateurs ci-dessus montrent comment les inégalités sociales ou de

qualité de vie découlent des inégalités économiques. Ces inégalités représentent les

avantages ou désavantages dans l'accès à des ressources et services comme l'école, le logement, la santé... Elles sont le résultat d'une distribution inégale au sein de la société qui se traduit par la « panne » de l'ascenseur social, la fragilisation et la précarisation des classes populaires, une dérive des classes moyennes ; tout ce qui conduit à un bouleversement de la cohésion sociale.

et d'employés au niveau social de leurs parents.

INÉGALITÉS SCOLAIRES (Source : Observatoire des inégalités)

En 2016 le taux des 18-24 ans sortant sans diplôme du système scolaire, bien qu'en baisse, est de 9%. Ils sont le plus souvent issus de milieux populaires, 48% ont un père ouvrier, 5% ont des parents cadres supérieurs.

A l'université la part des enfants des catégories modestes diminue au fur et à mesure du cursus : 15 % des étudiants de licence sont enfants d'employés, 13% enfants d'ouvriers. En master ces données tombent respectivement à 10% et 8% et en doctorat à 7% et 5%. Dans les grandes écoles le tri s'effectue plus tôt dans le cursus.



Prenons l'exemple de l'**école** : elle est un rouage de la reproduction sociale. Comme une gare de triage, elle oriente les enfants des couches favorisées vers les plus hauts échelons et maintient la grande majorité des enfants d'ouvriers

L'inégalité se fait par la barrière financière mais aussi par ce que les sociologues appellent la différence de capital culturel : l'exemple du soutien scolaire est probant. Le soutien peut être celui des parents quand ils ont eux-mêmes fait de bonnes études ou acquis par l'expérience de larges connaissances. Mais il est aussi mis en œuvre sous forme de cours de soutien, coaching scolaire, vacances linguis-

tiques etc. Il est ainsi devenu un marché très lucratif auquel ont seulement accès les couches favorisées. Le néolibéralisme conçoit l'éducation comme un marché de compétences et de titres scolaires.

L'école a besoin d'un véritable projet de transformation démocratique. Mais l'hôpital public va aussi très mal, la Sncf est menacée, la Justice est en sous-effectif dramatique, des territoires deviennent de véritables déserts de services... Ainsi, non seulement l'accès aux biens et services est devenu plus difficile pour nombre de personnes et de familles, mais les services publics eux-mêmes en sont victimes.

Pourtant les services publics répondent à des droits (être

éduqué, se loger, se soigner, être transporté...), ils contribuent à la lutte contre les inégalités, ils permettent de réduire les discriminations... Les services publics, c'est de la justice ! C'est permettre à la population de satisfaire ses besoins fondamentaux quel que soit l'endroit où elle habite ou travaille et quelle que soit sa classe sociale et ses revenus.

Malheureusement, aujourd'hui les services publics sont malades des politiques d'austérité et la fonction publique est menacée d'une ponction d'emplois.

En voici deux nouveaux exemples : la santé », le logement.

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



L'ÉGAL ACCÈS AUX SOINS EST DEVENU UN MYTHE

L'état de santé des Français est certes « globalement bon » par rapport à nos voisins européens de richesse similaire avec une espérance de vie élevée en 2015 de 85 ans pour les femmes et de 78,9 ans pour les hommes. Mais un homme diplômé et cadre vivra en moyenne plus longtemps qu'un homme sans diplôme et ouvrier. A 35 ans un homme ouvrier peut s'attendre à vivre 39 ans alors qu'un homme cadre peut s'attendre à vivre 46 ans. Et ces écarts sont en légère augmentation ces dernières années.

Les inégalités sociales de santé sont présentes dès l'enfance : la proportion d'enfants de grande section de maternelle souffrant d'obésité atteint 5,8 % chez les ouvriers et 1,3 % chez les cadres. Dans les quartiers à l'habitat insalubre on rencontre encore des cas de saturnisme

(intoxication au plomb). En zone d'éducation prioritaire les troubles de la vision non dépistés, les retards de langage, les caries dentaires non soignées sont plus fréquents que dans d'autres quartiers.



Ces inégalités de santé ne se réduisent pas à une opposition entre pauvres/non pauvres ou manuels/non manuels. **Le risque de mauvaise santé diminue tout au long de la hiérarchie sociale.** Une catégorie sociale donnée aura ainsi une espérance de vie moins élevée que la

catégorie qui lui est immédiatement supérieure. C'est le gradient social de santé.

L'amélioration de la santé a été plus importante pour les catégories sociales favorisées, ou comment **les inégalités sociales se transforment en inégalités de santé !**

De nombreuses études ont mis en évidence des **déterminants socio-économiques** : le logement, l'accès à l'emploi, les conditions de travail, l'âge de la retraite, les relations sociales... ont un impact sur la santé. 70 % des salariés exposés à des cancérrogènes sont des ouvriers ; les troubles musculosquelettiques touchent plus souvent les cols bleus du fait de la charge physique qui caractérise leur travail.

Les politiques de prévention des conduites à risques et le dépistage ont un impact très différencié selon les catégories sociales comme le montre l'exemple du tabac puisque les groupes les plus diplômés ont réduit beaucoup plus fortement leur consommation que les groupes les plus défavorisés.

En France officiellement tout le monde a accès à la santé quel que soit son niveau social ou ses revenus. Mais qu'en est-il de l'accès réel aux soins ?

Entre 2012 et 2016, **l'accès géographique aux médecins généralistes** (à moins de trente minutes du domicile) s'est dégradé pour plus du quart de la population. Pire, l'accès aux médecins spécialistes a diminué pour 38 % des Français en ce qui concerne les ophtalmologistes, 40 % pour les pédiatres et 59 % pour les gynécologues (UFC Que choisir 06 2016). Sans parler du secteur II qui autorise les dépassements d'honoraires ! Le renoncement au tiers payant généralisé fait fi de toutes les études qui montrent qu'une part croissante de la population renonce à se faire soigner pour des raisons économiques.

Les réformes de la Sécurité Sociale depuis les années 70 se font sous le seul prisme d'économies budgétaires (plafonds de dépenses, déremboursement, regroupements et fermetures d'hôpitaux et de services) sans appréciation ni débat citoyen sur leurs effets sanitaires et sociaux à terme.

Ainsi inégalités territoriales et inégales position des personnes dans la hiérarchie sociale font voler en éclat le mythe de l'égalité des chances dans notre société.

Un droit effectif à la santé oblige à répondre à ces inégalités.

UNE FRANCE FRACTURÉE PAR LA CRISE DU LOGEMENT

Une France fracturée par la crise du logement : le mal-logement s'enracine dans le pays, les gouvernements passent et le mal-logement demeure.

Depuis une vingtaine d'années, notre société a subi une forte augmentation du nombre de personnes victimes du mal-

logement. Le rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre vient d'en dresser un constat accablant qui chiffre à plusieurs millions (de 4 à 14 selon les critères retenus) le nombre de mal-logés.

Alors que les salaires stagnent, que le chômage perdure, **les loyers privés ont augmenté de 57 % en**

quinze ans, entraînés par la pénurie de logements dont l'offre est dramatiquement insuffisante dans les zones tendues. Cette tension sur les loyers et les charges locatives conduit à un taux d'effort excessif. Ainsi pour 3 millions de ménages, le coût du logement atteint 35% de leurs ressources et leur laissent un « reste à vivre » inférieur à 650 €. Il est vrai que le soutien sans faille de l'État au marché immobilier privé (défiscalisation, avantages fiscaux...) profite principalement aux classes moyennes supérieures, voire aux ménages les plus aisés, et favorise la spéculation.

Alors que plus de **1,6 million de personnes demandent un logement social** et que l'attente moyenne est de 3,6 années (7,4 en Ile-de-France !) le désengagement de l'Etat depuis de nombreuses années dans l'aide à la construction de logements sociaux a été confirmé en 2017. Le logement social va pâtir de la ponction de 800 millions d'euros que l'État

effectue en 2018 dans ses finances, par la baisse de l'APL et des loyers. Cet acharnement des gouvernements à vouloir faire des économies sur les aides au logement social pénalise les ménages pauvres et modestes qui en ont le plus besoin.

De trop nombreuses **communes refusent de respecter le taux de 25 % de logements sociaux** et sont déclarées « carencées » à ce titre par l'État. Dans le **Pays d'Aix** c'est le cas de Cabriès, Eguilles, Fuveau, Lambesc, Mimet, Peypin, Peyrolles, St Cannat, Trets, Venelles, Ventabren. Ces communes préfèrent payer une amende que de contribuer à la mixité sociale !

Cette politique accroît les inégalités, exclut de l'accès au logement des millions de personnes à cause du manque de constructions et des prix trop élevés à l'achat comme à la location. Il n'y a pas de volonté politique pour rendre effectif, pour tous, le droit au logement.



NOTE DE LECTURE : POURQUOI L'ÉGALITÉ EST MEILLEURE POUR TOUS

Les sociétés les plus égalitaires sont en meilleure santé. En compilant et comparant toute une série de données de vingt-cinq pays riches et des 50 états américains, les auteurs Kate Pickett et Richard Wilkinson arrivent à cette conclusion.

Qu'il s'agisse de la santé physique (l'espérance de vie, le taux d'obésité), de la santé mentale (consommation de psychotropes) des violences, notamment celles faites aux femmes, qu'il s'agisse du taux d'échecs scolaires, du taux d'incarcération ou encore de la mobilité sociale, tous ces indicateurs sont bien meilleurs dans les sociétés scandinaves qui sont les

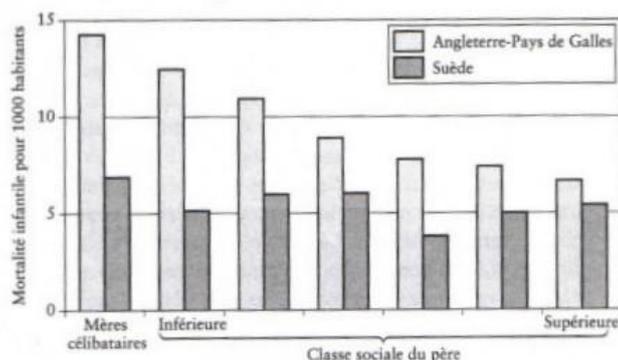


Figure 13.4 Les taux de mortalité infantile des Suédois sont plus faibles dans toutes les catégories professionnelles que ceux de leurs homologues anglais et gallois³¹⁸.

plus égalitaires.

Cela concerne toutes les catégories de la société et pas seulement les plus défavorisées même si ces dernières en sont les principales bénéficiaires. Le graphique ci-dessus le montre bien, toutes les catégories socio

professionnelles en profitent. Une des raisons en est sans doute que les relations sociales mesurées grâce à la cohésion sociale, l'implication dans la vie collective et le faible niveau de violence, sont de meilleure qualité dans les sociétés les plus égalitaires. A revenu moyen comparable les sociétés les plus égalitaires sont en meilleure santé.

Les auteurs insistent à raison sur le stress généré par les inégalités et cela dès l'enfance. La nécessité de conserver ou d'élever son statut social est à l'origine de bien des violences et de bien des troubles. L'indice UNICEF de bien-être des enfants n'est pas lié au revenu national brut dans les pays riches.

Ce constat fait, les auteurs donnent quelques pistes pour réduire les inégalités qui vont croissant depuis de nombreuses années. Une vraie politique visant à réduire l'écart des salaires et (ou) une politique volontariste de redistribution notamment par une vraie fiscalité progressive sont des voies possibles.

Le grand mérite de ce livre très documenté est de nous prouver que sans une réelle égalité, il ne saurait exister de liberté et donc de vraie démocratie.

Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Richard Wilkinson et Kate Pickett⁰ (Les petits MATINS)

POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DE LA RICHESSE

Ainsi, inégalités économiques et sociales se cumulent. Elles forment un « système » qui se reproduit dans le temps, où les différentes formes d'inégalités s'auto-entretiennent, où se cumulent les handicaps sociaux d'un côté et les privilèges de l'autre. La richesse créée par le travail ne sert pas l'intérêt général mais vient gonfler celle d'une minorité toujours plus petite. Notre société est menacée d'une division profonde entre riches et pauvres.

Cette situation conduit à des réactions de défiance à l'égard des institutions pourtant en charge de l'intérêt général : abstention massive dans les élections, développement du populisme en opposition aux partis politiques traditionnels, antiparlementarisme... On peut dire que les inégalités sapent la démocratie. Crise sociale et crise démocratique sont liées.

Pourtant la France n'est pas dans la pire des situations. C'est un pays riche qui résiste à la crise grâce à ses institutions sociales, son système de santé, la retraite par répartition... Tout ce que l'Union européenne et le gouvernement s'acharnent à détruire !

Pour aller vers plus d'égalité sociale, vers une société plus humaine, pour lutter contre la pauvreté et la précarité, il faut reconstruire les services publics, en particulier l'école et la santé, en développer de nouveaux (pour les transports et les télécommunications par exemple, ou pour la gestion de biens communs : l'eau, l'énergie, la biodiversité...), assurer qu'aucun niveau de vie ne soit en dessous du seuil de pauvreté, prendre réellement en charge le 4^{ème} âge, garantir un habitat digne pour chacun... C'est de l'égalité républicaine des droits qu'il s'agit.

Les ressources existent. Ce qui est en jeu, c'est partager différemment la valeur ajoutée. Différentes mesures sont préconisées, par exemple :

- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale (estimées de 60 à 80 milliards d'€)
- Limiter les écarts de rémunération
- Mettre en place une fiscalité réellement progressive, à la fois sur les revenus, le patrimoine et les transmissions de patrimoine.

La LDH vous intéresse ? N'attendez pas, rejoignez-la !

Ligue des droits de l'Homme, section du Pays d'Aix-en-Provence Tél : 06 44 94 45 74

Courriel : ldh.aix@laposte.net

Site : www.ldh-aix.org



facebook.com/ldh.aix



[@ldh_aix](https://twitter.com/ldh_aix)